

VAN LANGENHOVE (F.), *La sécurité de la Belgique, Contribution à l'histoire de la période 1940-50*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1971, 263 p.

L'histoire des relations extérieures de la Belgique de 1940 - c'est-à-dire depuis le moment où les ministres belges se sont séparés du roi Léopold - jusqu'en 1950 - c'est-à-dire jusqu'au moment où l'Allemagne (fédérale) a été intégrée dans l'alliance occidentale antisoviétique - n'a pas encore été étudiée de près. Ce sont surtout les mémoires de Spaak qui en traitent avec quelque détail. Le livre de M. Van Langenhove n'apporte pas énormément de données nouvelles, et se réfère précisément souvent aux mémoires de Spaak et d'autres. L'apport documentaire principal est constitué par des notes que l'auteur, secrétaire-général du ministère des affaires étrangères, puis représentant permanent belge au Conseil de Sécurité, a rédigé pour son ministre. On y joindra quelques souvenirs personnels, assez pauvres, relatifs à des négociations auxquelles il a participé.

Il y a incompatibilité, cela est bien connu, entre la pratique de la diplomatie et celle de l'histoire. Pour le diplomate, les notes remplacent les faits. C'est bien ce qui apparaît ici, bien que ce soit, curieusement, beaucoup plus le cas dans la première partie (le temps de guerre avec l'Allemagne) que dans la seconde partie (la guerre froide) (10).

Ajoutons qu'outre les notes diplomatiques, il est pour M. Van Langenhove - et sans doute pour les diplomates en général - un autre donné fondamental. Ce qu'il appelle "l'opinion publique". Il est merveilleux de voir invoquer à chaque instant (cf. pp. 6, 9, 25, 28, 74, 79 etc.) cette admirable force déterminante dont on doit bien se demander comment elle se détermine. Un exemple tout à fait frappant, on le trouve à la p. 74 où une note de l'auteur fait état de l'opinion publique en Belgique. Or cette note date du 23 février 1942. On se demande quel moyen M. Van Langenhove avait de connaître l'état de l'opinion publique en Belgique. Disons-le tout net,

(10) Mais dans ce dernier cas, il ne s'agit pas de données de première main, mais bien de la relation des menaces soviétiques.

l'opinion publique est la tarte à la crème des diplomates.

Deux ou trois choses frappent le lecteur. L'une, c'est le manque total d'imagination de M. Van Langenhove et - ce qui est peut-être lié - son conservatisme en ce sens que, même lorsqu'une situation est devenue toute autre, on s'en tient aux positions anciennes. Rien de plus révélateur à cet égard que la note (truffée de pomposité et de lieux communs) du 16 mars 1941 (pp. 21-28, où on trouvera aussi une assez piteuse justification de la politique antérieure de neutralité). Et en sens inverse, ceci : fondamentalement, la position diplomatique belge est passée d'un pôle à l'autre entre 1939 (neutralité totale) et 1942 (engagement total dans un système d'alliance). Cela, on le sait bien et on le voit bien, mais l'auteur se garde bien de souligner la transformation. Il est clair que pour lui, la politique suivie est, à chaque moment, la bonne, bien qu'au total les motifs qui rendaient inévitable l'entrée dans l'alliance aient été exactement aussi forts avant la catastrophe de 1940 qu'après. Dans le cas le plus récent, on se pliait à la situation de fait - et c'est bien ce qu'invoque l'auteur -, mais pourquoi ne pas agir de même avant ? Bref, aucune apparence de sens critique, aucune réflexion utile sur les propres erreurs (11). Il est très frappant qu'en 1944, la politique belge est celle d'un rapprochement aussi total que possible avec l'Angleterre seule. Ici encore, on se frotte les yeux. On se croyait donc encore au 19^e siècle ? Il est vrai, et cela m'a beaucoup frappé parce que les relents de la politique de 1919 s'y expriment, qu'après la libération de la Belgique, la Belgique se déclare pour une politique "dure", ce qui se traduit (p. 148) par l'adhésion belge implicite à ce qui constitue une politique fortement annexionniste de la France. On notera à la même page une curieuse menace française sur la Belgique.

Abrégeons. Il est clair que la seconde partie (la guerre froide) n'offre qu'un intérêt mitigé étant donné le rôle évidemment plus que réduit de la Belgique. L'exposé de l'auteur sur le danger soviétique manque, faut-il le dire, totalement de nuances : il n'y a plus que les bons et les mauvais.

Ce livre est commode pour y trouver regroupés des éléments pour certaines questions importantes (Bénélux, Alliance de l'Europe occidentale). C'est ce qui fait son principal mérite.

J. DHONDT

(11) On ne se douterait pas qu'il ait existé en 1940 une "Question Royale" à lire les pp. 16-17 qui traitent précisément de la circulaire du comte d'Ursel et de la réplique de Spaak.